

LES PRINCES ESPAGNOLS A VALENÇAY

On sait à la suite de quels événements les princes espagnols furent internés à Valençay.

Le 9 mai 1808, Napoléon écrit à Talleyrand de se trouver dans son château¹ le lundi soir 16 : « Mon chambellan Tournon s'y rend en poste pour tout préparer à les recevoir. Faites en sorte qu'ils aient du linge de table et de lit et de la batterie de cuisine. Ils auront huit à dix personnes de service d'honneur et autant ou le double de domestiques. Je donne l'ordre au général qui fait les fonctions de premier inspecteur de la gendarmerie à Paris — Moncey — de s'y rendre et d'organiser le service de la gendarmerie. Je désire que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais honnêtement et avec intérêt, et que vous fassiez tout ce qui est possible pour les amuser. Si vous avez à Valençay un théâtre et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal. Vous pourrez y faire venir Madame Talleyrand avec quatre ou cinq femmes. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, et qu'on en fût sûr, cela n'aurait aucun inconvénient, puisqu'on aurait un moyen de plus de le surveiller. J'ai le plus grand intérêt à ce que le prince des Asturies ne fasse aucune fausse démarche ; je désire donc qu'il soit occupé et amusé. Quant à vous, votre mission est assez honorable : recevoir trois illustres personnages est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang. »

Les princes quittent Bayonne le 11 mai ; ils arrivent à Châteauroux le 17 ; le 18, à midi, ils sont à Valençay. Ce n'est, croient-ils,

1. Il avait acheté en 1803 du comte de Luçay, premier préfet du palais, les terres de Valençay et de Luçay. Elles étaient estimées 4 millions.

Gabriel Vauthier.

qu'une étape, puisque le château de Navarre, près d'Evreux, leur a été promis par le traité du 10 mai.

Les illustres prisonniers sont Ferdinand, prince des Asturies — c'est le nom des héritiers présomptifs, — Don Carlos son frère et leur oncle Don Antonio. Le premier, dit Napoléon dans une autre lettre à Talleyrand, « est un homme qui inspire peu d'intérêt. Il est bête au point que je n'ai pu en tirer un mot. Quelque chose qu'on lui dise, il ne répond pas ; qu'on le tance ou qu'on lui fasse des compliments, il ne change jamais de visage. Pour qui le voit, son caractère se dépeint par un seul mot : c'est un sournois. » Le général Foy trace de lui un portrait qui n'est pas plus flatteur : « On eût cherché en vain sur son visage la bonhomie de Charles IV. Quoiqu'il fût grand, sa tournure manquait d'élégance ; ses mouvements étaient brusques, son regard incertain, sa jeunesse sans fraîcheur. Il parlait peu, et on ne pénétrait pas si c'était par timidité ou par dissimulation. On ne connaissait de lui ni vices ni vertus ¹ ». Il ne s'affectera pas de sa position : « Il a beaucoup d'insouciance, écrit à son tour le préfet de l'Indre, et peu de moyens ; on dit qu'il s'effraie très facilement », et il engraisse pendant sa captivité.

Don Carlos « est plus actif, plus instruit ; il serait plus entreprenant s'il était seul ». Reste Don Antonio. Cet homme de cinquante-trois ans est obèse ; il marche lourdement. Tant mieux ! car, si ses neveux cherchent à s'évader, il ne pourra pas courir, et ceux-ci ne voudront pas l'abandonner. Cet heureux hasard fait donc de lui comme un otage. D'ailleurs, il est plein de bonhomie ; il est bien-faisant ; il s'intéresse aux ouvrages de lingerie et de broderie, et, en Espagne, il en a fait établir des ateliers sous ses yeux.

Le château de Valençay est une prison dorée, mais c'est une prison ². Le commandant de gendarmerie a concentré des cantonnements dans les villages et petites villes des environs, jusqu'en Loir-et-Cher, notamment à Levroux, Ecueillé, Saint-Aignan, Vatan, Issoudun,

1. Né en 1784 — « Il était dans son enfance d'une constitution faible et délicate. Sa mère et ses maîtres se plaignaient vivement de son peu de sensibilité. Il riait rarement, parlait peu, se plaisait à faire mourir les oiseaux qui lui tombaient sous la main. » Hubbard, *Histoire contemporaine de l'Espagne*.

2. Ils doivent en payer le loyer : 50 000 francs par an.

Les princes espagnols à Valençay.

Selles-sur-Cher et Romorantin, de manière à former une seconde ligne. La gendarmerie de Valençay a été doublée ; au château même, il y a vingt-cinq gendarmes de la compagnie de réserve et vingt-cinq autres fournis par la compagnie de Loir-et-Cher. Pas un moment pendant ces cinq années, la surveillance ne se relâchera. En juin 1809, on a rapporté d'Orléans 180 000 francs pour les princes. « Cet or et d'autres circonstances font redoubler de précautions. On a placé deux gendarmes dans les allées d'orangers ou massifs pour empêcher toute évasion ou communication à l'extérieur du parc où Leurs Altesses se promènent très souvent et quelquefois très tard après leur souper. Les gendarmes alors les évitent, tout en surveillant leurs démarches. Dans la promenade de l'après-dîner dans la forêt où ils se promènent à pied, quatre gendarmes armés en guerre les devancent sans être aperçus, pour prévenir toute tentative d'enlèvement et s'assurer si des étrangers ou des déserteurs ne s'y introduisent pas. Dès quatre heures du matin, dans la belle saison, un journalier — c'est un vieux soldat — est placé dans le parc, muni d'un rateau ou de tout autre instrument ; il est chargé d'observer toutes les démarches des princes pendant le jour, de s'assurer s'ils n'examinent pas les endroits les plus faciles à escalader, s'ils ne touchent pas aux portes pour les ouvrir, s'ils ne communiquent pas avec des individus qui seraient placés à l'extérieur, enfin, s'ils ne jettent pas par-dessus le mur des lettres, paquets ou valises d'argent, que des émissaires placés à cet effet pourraient recevoir. » En janvier 1810, on ajoute une brigade de gendarmerie. On fait des rondes de nuit ; des gendarmes restent jusqu'à dix heures du soir en face et à l'entrée des appartements, puis, ils sont remplacés par deux sentinelles. Les princes vont-ils se promener en voiture ? une escorte les précède¹. « Ils paraissent, dit un rapport, considérer comme des honneurs les dispositions prises à leur égard : on ne croit pas cependant qu'ils en soient dupes. » Pour l'être, il aurait fallu être aveugle. « Il faut éloigner d'eux tout ce qui aurait l'air de captivité », avait écrit

1. En 1811, ils montent à cheval ; cela ne plaît pas beaucoup à l'empereur : « Il y a des projets pour les enlever et on les enlèvera. » Dans tous les cas, la surveillance était plus difficile et plus apparente.

Gabriel Vauthier.

Napoléon. Tout, au contraire, leur faisait sentir qu'ils étaient dans une prison.

Le château, le bourg et la campagne sont enfermés comme dans un filet dont une surveillance constante, en réalité, un espionnage quotidien, serrent les mailles de façon à ne rien laisser qui donne lieu au moindre doute, à la moindre inquiétude. Toute personne qui arrive à Valençay doit présenter son passeport dûment visé, et l'on envoie à Paris la liste des voyageurs avec l'indication de l'âge, du lieu d'origine, de la profession, etc. On se défie de tout et de tous.

Suspect, un ventriloque envoyé par Corbigny, préfet de Loir-et-Cher, et qui a pourtant ses papiers en règle — on le fait partir, malgré le désir exprimé par les princes de l'entendre encore — ; suspect, l'Anglais Smith, qui apporte beaucoup de fournitures et fait des commissions, et dont Napoléon ne dédaignera pas de s'inquiéter ; suspect, un épicier de Valençay ; suspects, des marchands qui viennent de Tours ou d'ailleurs pour proposer des achats ; suspects, les domestiques espagnols qui vont tous les jours en ville — il est très facile de leur dire et de leur remettre tout ce qu'on veut — ; suspect, le médecin qu'on vient consulter de loin et avec lequel on peut s'aboucher ; suspect enfin, pour ne pas citer d'autres exemples, une étrangère se disant veuve d'un maréchal de camp, venue de Châteauroux pour visiter la fabrique de bonneterie établie par le prince de Bénévent. Elle est, dit-elle, très habile dans les ouvrages de ce genre, et, d'ailleurs, elle pense vivre à Valençay à meilleur compte que dans une grande ville. Elle va loger chez un officier de gendarmerie ; ses papiers sont en règle ; n'importe ; ordre arrive de Paris de l'arrêter, et, sans autres preuves, on l'appelle une intrigante qui probablement espère obtenir des princes quelques secours. Il faut chercher, ajoute-t-on, si elle n'a pas été envoyée par quelqu'un, et l'on ne veut pas que ce soit la mairie de Châteauroux, mais le préfet, qui vise tout passeport pour Valençay. Il n'y a donc pas un être humain qui échappe à ce contrôle rigoureux¹.

1. « Faire arrêter le dentiste Gallet, qui a voulu parler au prince des Asturies », écrit Napoléon le 9 octobre 1808. Un autre dentiste est considéré par l'intendant espagnol comme un espion de police. Il n'en était rien ; il venait bien

Les princes espagnols à Valençay.

Voilà pour l'extérieur. L'intérieur est aussi minutieusement surveillé, espionné, mouchardé, car c'est le terme qu'il faut employer, quand on voit descendre aux détails les plus futiles et parfois les plus vils. Le conseiller d'État Réal, chargé du premier arrondissement de police, connaît jour par jour, on pourrait dire heure par heure, ce qui se passe à Valençay et aux environs. Qui donc le renseigne si bien ? C'est, en personne, le préfet de l'Indre, Prouveur baron de Grouard, chevalier de Pont, membre de la Légion d'honneur¹.

Il exécute à la lettre la consigne que Réal lui a donnée : « Tâchez, monsieur, lui écrivait celui-ci, par tous les moyens qui sont en votre pouvoir, de pénétrer le plus profondément possible, et cependant *avec réserve* (il souligne) dans toutes les relations qui pourront exister, soit à l'intérieur, soit du dehors, à l'intérieur du château. » Le préfet se rendra fréquemment à Valençay ; il verra de ses propres yeux ; il causera avec ses affidés, lesquels lui envoient à Châteauroux des notes quotidiennes. De ce qu'il apprend par lui-même ou par ses créatures, se forme une volumineuse correspondance. Beaucoup de ses lettres portent la mention inscrite à Paris : « A classer », car elles ne contiennent que des bavardages ; d'autres, donnent des faits considérés comme importants, sont résumées, et tout ce qui attire l'attention est inséré dans un bulletin régulièrement envoyé à l'empereur.

Prouveur est à Valençay le lendemain de l'arrivée des princes.

pour exercer son métier. « Il a placé à don Carlos deux mâchoires artificielles très belles, et qui servent, dit-on, aussi bien que celles données par la nature. Il a reçu 200 louis et le brevet de dentiste de Leurs Altesses. » — On refuse aux princes comme suspect un maître d'allemand. Brûle-t-on la nuit des herbes dans la campagne ; on voit là des signaux. Un incendie éclate à une demi-lieue, la nuit, dans un château ; la garde est renforcée et l'on fait des patrouilles tout le temps que dure le feu.

1. Né le 25 décembre 1759 à Valenciennes. Sous la royauté, conseiller-pensionnaire de cette ville pendant dix ans ; procureur de la même commune sous la Révolution, législateur en 1791, il devient procureur-syndic du district de Valenciennes ; il est nommé sous-préfet de Cambrai en l'an VIII, préfet de l'Indre en l'an XII. Veuf, sans enfants ; 25 000 francs de rentes. Il vivait encore en 1832. C'est certainement de tous les préfets de France celui qui écrivait le plus mal ; parfois, dans les bureaux de Réal, on met en regard d'un nom propre : « On ne peut pas lire. »

Gabriel Vauthier.

Il veut se rendre compte des dispositions prises pour exercer la surveillance et prévenir toute tentative d'évasion. Comment Talleyrand et sa femme ont-ils reçu les exilés? Comment vivent-ils avec eux? C'est ce qu'il ne dit pas, et c'est ce qu'il ne peut pas dire, car il eût été trop délicat de mêler à ses rapports de police le nom d'un haut dignitaire de l'empire. Le prince de Bénévent quitte le château le 18 août pour voir Napoléon qui passe à Blois, et il ne reviendra pas. La princesse, à son tour, s'en va le 6 septembre : son départ attriste fort les princes; « ils ont même pleuré ». Il y avait donc autour d'eux une certaine gaiété¹, car, depuis que les maîtres de la maison ne sont plus auprès d'eux, ils sentent tout le poids de la solitude : « ils s'ennuient plus que jamais ».

Ils s'ennuient! ce mot revient souvent. C'est qu'en effet leurs journées représentent le vide absolu. Ils se lèvent, prient Dieu, s'habillent, font de la musique et se promènent. La même vie recommence le lendemain. Leur plaisir favori est de tirer à la cible ou à des coqs suspendus à une ficelle, à la paume et au loto dauphin². De loin en loin, il y a concert chez eux et l'on s'y assomme; les amateurs sont médiocres; les hommes s'endorment et les dames regrettent leurs frais de toilette. Le plus oisif est Ferdinand; il ne s'occupe guère qu'à opérer des changements dans le château; il y a fait travailler différents corps de métiers. Don Antonio pêche dans le canal, puis, il s'amuse à jardiner; il établit une serre à légumes dans les arcades des fossés du château; « il dit que le prince Ferdinand qui a voulu le singer, n'arrivera jamais à avoir un aussi bon établissement que le sien : cette rivalité est plaisante ». Quant à Don Carlos, il passe presque tout son temps en prières.

Chez ces trois personnages, la piété est portée au plus haut point. C'est à Dieu qu'ils offrent leurs ennuis et leurs tribulations. Leur zèle religieux est parfois excessif. Pendant le carême de 1810, ils ordonnent un maigre de rigueur pour quatre jours de la

1. On avait joué des proverbes. Pourtant, le château avait été attristé par la nouvelle de la mort de Périgord, neveu de Talleyrand, mort à Berlin d'une fièvre maligne. A ce moment, Flahaut, aide de camp de Berthier, était à Valençay.

2. Le préfet assiste quelquefois à leurs soirées; on y joue à la mouche et au loto.

Les princes espagnols à Valençay.

semaine¹. Ils reçoivent de Paris « un livre qui a pour tout mérite d'indiquer comment on place un pupitre, des candélabres, le cierge pascal, le missel, etc. ; il coûte 2.100 francs ; il est vrai qu'il a un superbe habit ». En 1812, ils ornent la chapelle « avec quantité de tableaux, d'images et d'une multitude de cierges ; ils jeûnent à force ». De dix heures à onze, le soir, ils réunissent chez eux tous les officiers de leur suite et les personnes les moins marquantes pour y réciter le rosaire. Leur rigorisme s'étend sur les personnes et les choses : un domestique est renvoyé parce qu'il ne se confesse pas assez souvent, et l'on emballe les Rubens de Talleyrand pour les remplacer par d'autres tableaux « analogues à la religion ».

Nous voilà loin des distractions recommandées par Napoléon dans la lettre passablement cynique envoyée le 9 mai 1808 à Talleyrand. Le prince des Asturies reste confit dans sa nullité ; il n'a même pas auprès de lui, comme l'espérait l'empereur, quelque jolie et charmante espionne. Veuf depuis 1806 d'une femme qu'il regrette toujours, on ne cite de lui aucune intrigue. Don Carlos n'ébauche pas la moindre amourette. Quant à Don Antonio, on prétend un jour que la fille du concierge est enceinte de ses œuvres ; la mère fait courir ce bruit pour être grassement payée, mais le gouverneur y coupe court en déclarant que ce prince est très pieux, et que jamais filles ou femmes ne sont entrées dans son appartement.

On tolère quelques amusements venus du dehors, comédiens, ventriloques, faiseurs de tours ou d'expériences physiques ou chimiques ; montreurs de mécaniques, et c'est à de longs intervalles, tout ce qui égaye des journées d'une monotonie désespérante. Veulent-ils aller se promener plus loin que d'habitude ? cela devient une affaire d'État. Ils désirent visiter un château des environs ; il faut la permission de Réal. A quoi bon ! répond celui-ci, et d'ailleurs, ajoutait-il, cela ne serait pas convenable, car le propriétaire de ce domaine a été arrêté récemment par ordre de la police générale. La

1. Prouver attribue ce redoublement d'une piété qui n'est pourtant pas étonnante chez des Espagnols à l'influence de l'abbé Gaillard, curé de Valençay ; il ne l'aime pas et parle bien souvent de lui en termes défavorables. Sa présence auprès des princes lui porte ombrage. Il demande un aumônier ; il n'en vint pas.

Gabriel Vauthier.

fantaisie leur prend de pousser jusqu'à Châteauroux ; le préfet écrit à Réal qu'ils n'y resteront qu'une heure ou deux, mais le conseiller d'État met en marge de sa lettre : « Je ne conçois rien à ce caprice. Dans tous les cas, insister sur ce qu'il ne serait pas convenable qu'ils fissent le voyage *incognito*. S'ils veulent y paraître comme princes français — c'est leur intendant qui avait employé cette expression, en priant le préfet d'autoriser l'excursion — il faut un cérémonial qui ne peut avoir lieu que quand le ministre de la Guerre a donné ses ordres ; s'ils insistent, le ministre de la Guerre devra être consulté. » Enfin, si, pour mettre un peu de variété dans leur vie, ils demandent la permission de chasser, elle leur est accordée, mais après combien de pourparlers !

Encore une fois, les princes s'ennuient à Valençay. On leur prête pourtant l'intention d'acheter cette belle terre ; une autre fois, ils songent à acquérir Ménars, qui serait moins triste. Ils ne renoncent à l'idée d'être transférés à Navarre que quand le divorce aura donné ce domaine à Joséphine, comme ils renonceront à l'espérance d'être rapprochés de Paris et d'avoir près de la capitale une résidence digne de leur rang.

Tel est le régime auquel se soumettent ces descendants de Louis XIV. Voyons-les maintenant dans leur ménage.

Ils ont auprès d'eux un représentant de Napoléon, le gouverneur du château. C'est lui qui est responsable de la surveillance. Trois officiers se succèdent dans ce poste. Le premier, le comte d'Arberg, chambellan de Sa Majesté, sait gagner leur confiance, car ils le consultent sur tout. En avril 1810, il est remplacé par Berthemy, chef d'escadron, ancien officier d'ordonnance de l'empereur. Celui-ci ne fait que passer, Ferdinand s'étant plaint dans une lettre au duc de Frioul de ses procédés, de ses discours, de sa tenue et de ses manières. Dès 1811, le capitaine de Reiset prend sa place¹. Le préfet parle bien du caractère un peu difficile de ce dernier, mais c'est à

1. François-Antoine-Xavier-Joseph de Reiset (1763-1836), fils de François-Joconde, directeur de la Monnaie de Strasbourg, appartenant à une famille alsacienne dont les titres remontent au xiv^e siècle, fut garde du corps de Louis XVI, lieutenant de cavalerie, puis capitaine. Révoqué en 1793, il fut rappelé à l'activité en 1801 comme capitaine de la compagnie de l'Indre ; il devient successivement gouverneur du château de Valençay, prévôt d'une des provinces civiles de

Les princes espagnols à Valençay.

propos du personnel dont les membres ne sont pas toujours d'accord. Ce qui est certain, c'est que les princes l'aiment beaucoup. Au mois de novembre de la même année, il est nommé chef d'escadron, prévôt de l'une des Provinces Illyriennes. Les prisonniers écrivent à Paris pour avoir un gouverneur qui réunisse les qualités de M. de Reiset ; ils le regrettent fort ; aussi, leur joie est-elle vive quand ils apprennent qu'à la demande du duc de Rovigo, le ministre de la Guerre le maintient à Valençay.

Napoléon accordait annuellement 400 000 francs à Don Carlos et à son oncle ; il avait ajouté : « Il est probable que je donnerai 500 000 francs de plus — en tout — au prince des Asturies », ces sommes devant d'ailleurs être remboursées par l'Espagne : « Ils ont, disait-il encore, plus que cela de leurs commanderies ; ils auront donc à eux trois millions. » En attendant qu'ils reçoivent cette subvention, ils n'ont pas beaucoup d'argent. Leurs fonds — nous ne savons comment — ont été déposés chez un banquier d'Orléans, et rien ne leur arrive. Ils sont tristes et ne sortent plus. En janvier 1809, ils attendent 72 000 francs ; ils ne les ont que le 19. Le 3 juillet, nouvel envoi de 180 000 francs, mais tout est vite épuisé, et en décembre, ce qui les rend fort mélancoliques, ils voient leur cassette : « On prétend qu'il ne leur reste plus dix mille francs, somme insuffisante pour la dépense d'un demi-mois. » Le 9 janvier suivant, arrivent 140 000 francs, et le 22, 116 000, ces derniers formant probablement, dit le préfet, deux mois de la somme qui leur est accordée ; le 4 avril, 200 000 francs venus de Blois, et cela continue jusqu'à la fin pour disparaître comme dans un gouffre.

l'Illyrie, commandant de la compagnie de l'Indre, puis, en 1814, de celle du Bas-Rhin. Il fut retraité en 1818 comme chef d'escadron.

Il était cousin germain de Marie-Antoine, vicomte de Reiset (1775-1836), lieutenant-général commandant des gardes du corps et gentilhomme de la chambre. Lorsque le général de Reiset alla prendre le commandement du corps d'occupation de Catalogne, il reçut l'accueil le plus flatteur de Ferdinand VII qui lui remit le grand cordon de Charles III, et lui parla avec la plus vive sympathie de son cousin-germain dont il avait gardé le meilleur souvenir. Cf. *Souvenirs du lieutenant-général vicomte de Reiset*, Paris, 3 volumes in-8°. C'est au petit-fils de ce dernier, à l'écrivain bien connu, que nous devons ces renseignements, dont nous sommes heureux de le remercier.

Gabriel Vauthier.

Il est facile de suivre d'après les rapports de Prouver les fluctuations des fonds dans la maison de Leurs Altesses. Sont-ils rares, il faut, bon gré mal gré, se restreindre. A ce point de vue, l'année 1809 fut la plus dure. D'eux-mêmes, les princes parlent de diminuer leur train et de vendre leurs chevaux. « Les gens sensés disent que s'ils n'opèrent pas de réformes, ils ne pourront suffire longtemps à leurs énormes dépenses. Il n'y a nul ordre dans la maison ; la consommation est un gouffre ; rien n'est marchandé ou évalué au plus bas. La consommation journalière est de 1 500 francs par jour, sans compter les gages des ouvriers et des domestiques et le traitement des officiers de tout rang. » A la fin de cette même année, l'économie devient de plus en plus stricte. Deux cuisiniers et des domestiques sont congédiés ; on réduit les gages des autres. Les marchands de Valençay ne fournissent plus rien ; on fait tout venir d'Orléans. On tombe même dans une parcimonie puérile. On va chercher à Selles-sur-Cher la viande parce qu'elle coûte sept sous et demi au lieu de huit, et les chandelles, parce qu'on les y paye quelques liards de moins. Ces pauvretés font crier les gens du pays. Par contre, dès qu'on est à flot, on revient à ses habitudes ; on fait revenir des cuisiniers, on prend un contrôleur de bouche ; on reçoit de Paris deux belles berlines avec quatre juments grises d'attelage et une calèche de la plus grande beauté : « ils n'en peuvent rassasier leurs yeux », on achète à un horloger de Blois « douze ou quinze cadrans annonçant les heures des quatre parties du monde, et qui coûtent 6 000 francs, à un bijoutier de Paris pour 10 000 francs d'objets, à un fabricant pour 1 200 francs de bas à jour, etc., en un mot, on se passe mille fantaisies, toutes fort dispendieuses ¹.

Pourtant, à la fin de mars 1909, on a fait partir trente-deux personnes de la suite des princes ². Les dépenses n'en continuent

1. Des marchands abusent de cette facilité à dépenser. Un fabricant livre 90 douzaines de serviettes au lieu de 70 qu'on avait demandées. A une commande de 2 000 aunes de toiles, il en ajoute 400 « pour les draps de Leurs Altesses ». On croit que don Antonio, en 1812, a pour 60 000 francs de dettes.

2. Fouché, sur l'ordre de Napoléon, avait écrit à d'Arberg de les renvoyer dans les quarante-huit heures, parce que le gouvernement espagnol avait l'intention de confisquer leurs biens s'ils ne rentraient pas. On fait partir quatre

Les princes espagnols à Valençay.

pas moins. « Ferdinand est toujours oisif, Charles constamment en prières ; Antoine bêche son jardin ou plante des légumes et des fleurs ; il a un tour et un rabot. » Voilà des gens bien pacifiques et sans passions ruineuses : où donc va le reste de l'argent ?

Ils ont bien un intendant général qui est à la fois leur grand écuyer, J.-C. d'Amézaga, neveu du chanoine Escoiquiz. C'est lui qui opère les réformes, mais il ne tient pas les cordons de la bourse. Avant d'expliquer d'où vient le surplus des embarras d'argent qu'éprouvent les princes, il faut dire quelques mots de celui qui dirige leur maison. « Il semble vouloir se conduire d'après les ordres du comte d'Arberg. » En réalité, c'est lui qui commande à l'intérieur. Sa probité et sa moralité sont suspectes : on l'accuse de gagner sur les fournitures et de mettre à mal telle ou telle fille. D'humeur despotique, il ne tarde pas à se faire détester. Nous reproduisons une lettre qui montre combien Ferdinand qui l'écrivait, était excédé du personnage. Cette plainte en règle adressée au préfet permet aussi de pénétrer dans l'intimité du château :

« Monsieur,

« Ayant dit à M. Amézaga qu'il nous déplaisait beaucoup pour le grand luxe et magnificence qu'il avait, il nous demanda en quoi consistait-il. Je lui répondis qu'il consistait en ce qu'il voulait avoir des meubles si bons ou meilleurs que les nôtres, comme chaises, pendules, une calèche, une voiture, des chevaux, et que si on nous envoyait une belle chose, il demandait tout de suite une autre pour lui, enfin qu'il était le maître et pas nous. Alors, il se fâcha, et il me dit : « Il ne manque plus que de me congédier. Eh bien ! je m'en vais. » Je lui répondis : « Bien, si vous voulez vous en aller, faites ce que vous voudrez. »

chambellans, sept valets de chambre d'honneur, sept valets de pied, six cuisiniers et des domestiques ; « le départ a fait sur les princes une impression terrible. Ils ont versé beaucoup de larmes et montré une petitesse dont on n'a pas d'exemple. C'est dans la religion qu'ils ont cherché des consolations, et ils ont redoublé de prières. En général, les Espagnols qui faisaient, sous le rapport de la dépense, beaucoup de bien dans le pays, y ont laissé des regrets ». Quinze jours après, les princes « paraissent résignés et avoir oublié les absents ». Le préfet considère l'éloignement des Espagnols comme une mesure plus efficace que les forces militaires.

Gabriel Vauthier.

« Deux jours après, il nous donna les comptes pour les approuver, et, ce moment venu, un certificat à signer où il témoignait sa bonne conduite et son exactitude à remplir toutes ses fonctions, ajoutant que nous lui donnions la permission de sortir d'ici, puisque nous ne pouvions le congédier sans la permission de Sa Majesté Impériale qui l'avait mis ici. Nous ne voulûmes pas signer le certificat, parce que nous croyons que nous sommes les maîtres de congédier les personnes de notre suite que nous voudrons ; il nous pria après de décider de son sort ; nous lui répondions que nous ne voulions pas le congédier, que c'était lui qui voulait s'en aller, et qu'en conséquence, il pouvait rester, pourvu qu'il ne fût pas le maître comme auparavant.

« Le lendemain, nous lui fîmes dire qu'on pouvait blâmer les fréquentes visites que le gouverneur faisait à sa femme — mère de trois enfants — et que même on en parlait dans la ville, et que lui, étant le mari, devait l'éviter. M. Amezaga dit à sa femme d'en faire part au gouverneur. Le gouverneur fit appeler M. Amezaga et lui dit : « Êtes-vous jaloux ? Savez-vous que mon honneur est blessé ? » « Demandez si on m'a vu faire quelque excès. Non, Monsieur, je continuerai à aller chez vous, parce que si je ne le faisais pas, cela ferait beaucoup de bruit. Enfin, je l'écrirai, et je profiterai des instructions que j'ai. » M. Amezaga dit que le gouverneur disait : « Vous êtes très furieux. »

« M. Amezaga en ayant fait part à sa femme, elle dit : « Mon honneur est compromis, et je veux partir d'ici demain ou après-demain. C'est décidé, et personne ne me fera changer cette détermination. »

« Je vous dirai aussi, Monsieur le Préfet, que nous sommes très ennuyés de la conduite de M. Amezaga, parce que quand il veut faire quelque chose, il nous dit : « J'ai des ordres du gouvernement, « j'en ferai part au gouverneur », mais je crois qu'il nous dit cela pour nous faire peur, parce que je crois que ce n'est pas la volonté de l'empereur que nous soyons tyrannisés par personne.

« Je vous rapporte tout cela non pour que vous preniez des mesures contre lui, mais seulement pour vous prier de vous tenir

Les princes espagnols à Valençay.

sur vos gardes, parce que je crois qu'il voudra se venger de quelqu'un de notre maison. »

Cette lettre est du 29 novembre 1810. Le 29 août précédent, l'intendant avait été maltraité par Don Antonio, auquel il ne faisait éprouver que chagrins et tracasseries. Dans sa colère, il l'avait appelé Godoy, Prince de la Paix, en présence de ses neveux — on sait quelle haine farouche tous les trois avaient pour ce personnage — et lui avait intimé l'ordre de se retirer. Don Carlos, de son côté, avait des démêlés avec lui. Il l'avait menacé d'écrire à l'empereur pour se plaindre de ses procédés à son égard. « Nous ne redoutons rien, avait-il dit, parce que notre conduite est droite et conforme à nos sentiments comme aux promesses que nous avons faites. Nous ne devons craindre que le monstre de la calomnie que nous démasquerons tôt ou tard par notre sagesse et comme fidèles observateurs des serments que nous avons faits. » Ces paroles laissent supposer de la part de l'intendant de sourdes menées et un rôle équivoque. A la fin, Ferdinand, qui l'avait toujours traité avec indulgence et bonté, refuse de le voir, surtout depuis un voyage que celui-ci avait fait à Paris. Qu'en rapportait-il ? l'annonce que l'empereur réduisait de 36 000 francs la somme à payer aux princes chaque mois, ce qui ne faisait plus que 80 000 francs¹. Le prince des Asturies s'irrite aussitôt : « C'est Amezaga, s'écrie-t-il, qui a fait prendre cette mesure ; je ne saurais croire que l'empereur des Français ait donné un tel ordre et qu'il soit déloyal ». L'intendant dut disparaître (1811)².

1. Cette diminution datait du 21 décembre 1809. Napoléon avait écrit à Mollien, ministre du Trésor public, de ne pas annoncer aux princes cette disposition, mais de faire les paiements en conséquence.

2. Les princes ne lui pardonnèrent pas. A la fin de la même année, il est à Paris. Il ne tarde pas à être ruiné par de folles dépenses et par la faillite du banquier d'Orléans. Sa femme leur écrit en sa faveur, mais ils ne paraissent pas disposés à venir à son secours. Elle leur dit que son mari est devenu fou : « Eh bien ! répond Ferdinand, il n'est pas loin de Bicêtre. »

Talleyrand a aussi un intendant. En 1810, c'est Roux qui opère des réformes et restreint le personnel. Le prince de Bénévent a des dettes ; malgré les moyens employés, on n'arrive pas à les payer toutes : « On ne croirait pas que les princes s'occupent beaucoup de cela ; ils s'informent, ils causent, ils rient, mais surtout ils plaignent les pauvres créanciers. En 1810, le nouvel intendant est Joubert, qui est aussi juge de paix et demeure dans les dépendances du château.

Gabriel Vauthier.

S'ils sont prodigues pour eux-mêmes, ils sont très généreux à l'égard de ceux qui les entourent — c'est un trait qu'il faut relever en leur faveur. Tout d'abord, leur piété leur fait un devoir de distribuer des aumônes, ce qu'ils font de leur propre main, ou par l'intermédiaire du curé, — il reçoit plus de 35 000 francs pour ses pauvres. Les gens de la maison, depuis les plus humbles jusqu'aux plus élevés, reçoivent assez souvent d'aimables surprises. Au premier janvier 1809, quand leur cassette est presque à sec, « ils donnent un habillement complet de beau drap à toutes les personnes servant au château ». Ils font de même une autre année. La femme du concierge blanchit leur linge moyennant trois louis par semaine et s'occupe de certains détails de l'intérieur : un prince lui donne une montre en or et à carillon. Au premier janvier 1810, d'Arberg reçoit une tabatière très belle qui a coûté, dit-on, 13 500 francs ; le curé et le médecin se voient offrir une montre à répétition de la valeur de 1 400 francs. Les domestiques du premier ordre ne sont pas oubliés. Aux fêtes de Leurs Altesses, il y a encore des cadeaux. Le 8 juin 1812, Ferdinand donne à M^{me} de Reiset « un jeu de dominos en or, long de cinq pouces, contenant vingt-huit dés en émail, moulés en or, les points en perles fines, dont le tour de la boîte est un joli carillon qui se monte et joue plus de deux minutes ». On l'estime 1 900 francs. Le 13 juillet 1813, don Antonio offre à M. de Reiset un très grand et très beau nécessaire en vermeil. Monsieur le préfet lui-même est l'objet d'une attention délicate. En 1810, Amezaga veut renvoyer des domestiques dont il ne croit pas la présence sans inconvénient. Prouveur est justement à Valençay. « A la suite d'une conversation dans laquelle les princes ont paru désirer fortement que ses domestiques ne fussent pas éloignés sans de plus amples informations, où M. le Préfet de l'Indre a parfaitement soutenu son caractère de sagesse et de dignité », Ferdinand lui fait cadeau d'une boîte en or avec son chiffre. Doit-il accepter ? Réal, qu'il consulte, tranquillise sa conscience : Oui, il peut accepter¹.

1. Pour être complet, mais aussi pour donner des détails infimes et infinis, il y aurait à parler du personnel. Il y a là des Espagnols et des Français, des hommes et des femmes, et le château est un nid à jalousies, à rivalités, à intrigues galantes ou non, à cancaus. Le préfet ramasse tous ces « potins » et

Les princes espagnols à Valençay.

Au fond du cœur, que pensent les princes ? Voilà, dit le préfet, ce qu'il est difficile de pénétrer. Leur morne résignation est indéchiffrable. Ils semblent partager le sentiment exprimé à Châteauroux dans la famille du général Bertrand par le chanoine Escoiquiz, précepteur de Ferdinand, lequel « regarde l'arrangement souscrit par la maison d'Espagne comme indispensable et ne devant donner lieu à aucun regret ». Officiellement, l'ex-héritier présomptif déclare « que son intention est de ne pas laisser le plus léger motif de mécontentement à l'empereur, qu'au contraire, il veut chercher en tout à lui plaire ». Il défend aux personnes de sa suite d'écrire dans leur pays. Pour eux, ils ne reçoivent pas de lettres d'Espagne, et ils n'en recevront pas, Napoléon ayant, dès la première heure, recommandé à La Valette, directeur des postes, de prendre des mesures pour qu'il ne leur en arrive pas. Les gens de la maison peuvent cependant avoir leur correspondance, directement ou indirectement. C'est par eux que les nouvelles filtrent quelque peu, et le préfet observe quelles impressions elles produisent sur les princes — il fait d'ailleurs surveiller le bureau de poste de Valençay et surtout ceux de Vatan et de Saint-Aignan¹. « On est étonné qu'il n'arrive plus de lettres d'Espagne : cela fait dire que les communications sont interceptées. » (17 septembre 1812.) « Pas de lettres d'Espagne pour personne. On paraît persuadé que nos troupes ont dû céder et évacuer une grande partie du territoire ; on cache difficilement la satisfaction que causent ces nouvelles. » (11 octobre.) « Je sais que les succès obtenus en Espagne par les armées françaises les ont rendus plus sérieux. » (25 décembre 1812.) « Ils gardent le plus profond silence

les envoie à Réal : querelles entre médecins, querelles entre femmes ; la veuve Llano, fille du médecin Vuilliez, faisant partir un pharmacien — qui tenait d'elle certaine affection vénérienne qui passe à d'autres — un nouveau pharmacien arrivant, et cette femme « lubrique et vindicative » jetant sur lui son dévolu, etc.

1. En janvier 1809, d'Arberg intercepte une lettre chiffrée adressée de Madrid à un Espagnol du château sous un autre nom et « où on rendait compte de nos affaires en Espagne d'une manière toute différente de nos bulletins officiels. On parle mystérieusement — c'est le préfet qui écrit — du retour de l'Empereur ; on le trouve précipité ; on l'attribue à des mouvements en Allemagne ; on laisse entendre que néanmoins, les affaires d'Espagne ne sont pas terminées et que la présence de l'Empereur y est encore nécessaire. Je fais veiller sur toutes les voies où l'on sème ces discours ».

Gabriel Vauthier.

sur les nouvelles qu'ils lisent dans le *Moniteur*, mais on voit sur leur figure et dans la joie de leurs valets de chambre des traces de leur opinion sur les embarras qu'ils nous supposent. » (9 février 1813.)
« Les circonstances du moment semblent augmenter la dissimulation des princes qui laissent néanmoins percer une joie inquiète ; on les voit plus désireux d'apprendre les événements. » (19 novembre 1813.)

Les princes lisent donc le *Moniteur*. Ils y ont, en décembre 1812, pris connaissance du long et lugubre bulletin venu de Russie qui fit sur la France l'effet d'un coup de tonnerre : « J'ai su, écrit encore le préfet, qu'à la lecture du dernier bulletin de l'armée, ils avaient témoigné des sentiments de peine et de regrets pour tant de désastres, ils m'ont dit que c'était avec bien du plaisir qu'ils avaient appris l'arrivée de l'empereur à Paris. »

Ils continuent à bien jouer leur rôle. N'ont-ils pas, dans les années précédentes, protesté à chaque instant de leur soumission absolue à Napoléon ? Ont-ils rien négligé pour lui plaire ? N'ont-ils pas agi en tout comme s'ils étaient des princes français en s'associant aux événements qui intéressaient leur auguste souverain et sa famille ? Prouveur n'a pas parlé — n'ayant sans doute pas eu connaissance, — d'une lettre qu'ils envoyèrent à l'empereur pour le féliciter de ses succès en Espagne ¹. En revanche, il s'étend longuement sur les célébrations du 15 août et sur la fête donnée à Valençay en l'honneur du mariage de leur maître. Il assiste à la messe solennelle chantée dans la galerie du château et pendant l'office, après les paroles de l'aumônier, et après le dîner, il entend le prince des Asturies répéter à haute voix : « Vive l'Empereur, notre auguste souverain ! Vive l'Impératrice ! » ² Il sait aussi que Ferdinand, recevant de Marie-

1. « Ferdinand écrivit secrètement au roi Joseph pour le complimenter de ses victoires dans la Péninsule ; il réclamait le grand-cordon de l'ordre créé en Espagne par le chef de la nouvelle dynastie napoléonienne. » Hubbard.

2. On peut voir dans le *Moniteur* du 26 avril 1810 le récit de cette fête fait par Berthemy — Prouveur, dans deux rapports à Réal, en fait une longue description. Entre de nombreux détails, nous citons celui-ci : dans son sermon, l'aumônier — le curé de Valençay — dit que Napoléon a la sagesse de Salomon, la bonté de Henri IV et qu'il surpasse en valeur et en gloire César et Louis XIV. Le château est illuminé ; Prouveur en compte ou en fait compter les bougies comme on avait compté pour lui celles de la chapelle.

A ces réjouissances assistait en grand costume Corbigny, préfet de Loir-et-

Les princes espagnols à Valençay.

Louise une lettre écrite de sa main et très affectueuse, — elle a mis en tête : Mon très cher et bien aimé cousin, et elle appelle les princes ses plus chers parents, — éprouve une telle joie qu'il la tient plus de dix minutes sur sa bouche et donne au gouverneur qui la lui a remise une superbe tabatière garnie de diamants avec son chiffre, d'une valeur, dit-on, de 8 000 francs.

L'empereur n'est pas dupe de ces marques d'adulation, on pourrait dire de ces simagrées. Il a Ferdinand en piètre estime, et il ne lui pardonne pas d'avoir excité l'insurrection du 2 mai 1808. Pas un moment, il ne songe à adoucir son sort, et il redoute toujours une évasion.

Deux tentatives pour enlever les princes eurent lieu en 1810. A la fin de janvier, deux agents espagnols de la junte de Tarragone arrivent près de Valençay. Au bout de quinze jours, l'un d'eux, déguisé en femme, parvient à s'introduire chez le médecin. « Il lui déclare être envoyé par la junte de Tarragone pour favoriser l'évasion des princes. Dans une seconde entrevue, le médecin lui dit que Ferdinand est dans l'intention de ne pas tenter une évasion qui rendrait, ne réussissant pas, sa captivité plus dure, que le non-succès l'avilirait auprès de toutes les nations d'Europe ; qu'il ne pouvait attendre d'amélioration à son état actuel que de la constance à résister à l'empereur et de l'énergie qu'elle mettrait à prononcer sa volonté et de son attachement à son ancien maître ; que peut-être, lorsque le traité avec l'Angleterre rétablirait la tranquillité en Espagne, il pourrait espérer de remonter sur le trône de ses ancêtres. Ces paroles furent transcrites par un des agents et remises à la junte de Tarragone qui les envoyait à la junte centrale la veille du jour où les Français entrèrent à Séville. Il paraît que le

Cher. Sa présence offusque Prouveur. Il le trouve en trop grande intimité avec le château ; il ne voit pas de bon œil ses visites fréquentes à Valençay et son ingénierie dans les affaires des prisonniers. Il reçoit, dit-il, bien souvent l'intendant ; c'est lui qui a donné aux princes l'idée d'acheter Ménars, c'est lui qui rédige les lettres que ceux-ci adressent au duc de Frioul et qu'on met à la poste de Blois. Il fait si bien qu'on donne à son collègue l'ordre de ne plus paraître à Valençay. « Je n'y mettrai plus les pieds, répond Corbigny ; c'est un terrain trop dangereux pour moi. »

Gabriel Vauthier.

projet était de s'enfuir par les côtes de Bretagne où un vaisseau anglais devait se trouver. » Les émissaires disparurent.

Le 14 avril suivant, Napoléon informe Fouché qu'un individu se disant envoyé par l'Angleterre a été arrêté à Valençay. « Je voudrais, lui dit-il, que vous missiez dans votre rapport qu'il est à Vincennes, qu'il était chargé d'une mission des Anglais près des princes, qu'il a tenté de la remplir et que le prince Ferdinand m'a prévenu. On mettrait à la suite de ce rapport le détail de la fête qu'ont donnée les princes à Valençay à l'occasion de mon mariage. »

Voici, d'après le *Moniteur* du 26 avril, ce qui s'était passé. Le baron de Kolli, Irlandais, « ministre de George III près le prince des Asturies », s'ouvre de son dessein au duc de Kent, qui en parle au roi son père. Le marquis de Wellesley se charge de faire réussir le projet. Avec une série de faux papiers, Kolli arrive à Paris avec 200 000 francs et un crédit illimité sur une banque de Londres. Il cache dans sa canne sa lettre de créance, deux lettres du roi d'Angleterre — une en latin — dans la doublure de son habit, des diamants dans le collet de sa pelisse et dans ses ceintures. Il arrive à Valençay. Des chevaux sont prêts pour aider à la fuite ; quatre bateaux garnis de vivres pour cinq mois stationnent en vue de Quiberon. L'émissaire peut communiquer avec don Carlos et don Antonio. Ferdinand refuse absolument de le recevoir. — Il est arrêté et mis à Vincennes.

Tous les documents sont intégralement publiés par le journal. George III écrit à Ferdinand « qu'il veut arracher Sa Majesté — il le reconnaît ainsi comme roi légitime — aux indignités qu'elle éprouve ». Quel malin plaisir et quel triomphe d'insérer toutes vives les lettres du prince des Asturies au gouverneur Berthemy. Malheureux, les princes ? mais que disent-ils donc ? Le 25 mars, Leurs Altesses « ont à cœur d'exprimer la joie vive et pure que leur fait éprouver le mariage de S. M. l'Empereur, et, dans cette occasion, de donner des témoignages éclatants de l'amour et de l'attachement parfait qu'ils ont voués à la personne auguste du Grand Napoléon ». Arrive l'émissaire anglais : bien vite, Ferdinand fait prévenir le gouverneur. Celui-ci court chez le prince et le trouve en proie à la plus vive émotion : « Les Anglais, lui dit-il, ont fait du mal à la nation espa-

Les princes espagnols à Valençay.

gnole sous mon nom ; ils font encore couler le sang. Le ministère anglais, trompé lui-même par la fausse idée que je suis ici retenu de force, me fait proposer des moyens d'évasion. »

Reste une lettre stupéfiante. Le même prie Berthemy de se rendre auprès de lui : il a une grave communication à lui faire. « Ce qui m'occupe maintenant est pour moi du plus grand intérêt. Mon premier désir est de devenir le fils adoptif de Sa Majesté l'Empereur, notre auguste souverain. Je me crois digne de cette adoption qui serait véritablement le bonheur de ma vie par mon amour et mon attachement parfait pour la personne de Sa Majesté comme aussi par ma soumission et mon dévouement entier à ses intentions et à ses ordres. »

Quelle platitude, et en même temps, quelle méconnaissance et de soi-même et de la réalité ! Lui, fils adoptif de Napoléon ! Comme l'empereur dut hausser les épaules en apprenant ce rêve d'un insensé ! Certes, son jugement sur Ferdinand n'avait pas changé, quand il écrivait en 1808 ces phrases accablantes : « Il est indifférent à tout, très matériel, mange quatre fois par jour, et n'a idée de rien... Il est très bête, très méchant et très ennemi des Français. »

Le prince des Asturies pourra-t-il au moins entrer dans la famille impériale ? Pas davantage. En 1810, Napoléon songe à lui faire épouser une fille de Lucien ; celui-ci revint même d'Italie pour cette négociation, et s'en retourna fort mécontent d'un dérangement inutile. Ferdinand n'accepta pas le trône d'Etrurie, ce qui était la première condition du mariage. Il fut aussi question d'une demoiselle Tascher — future femme du duc d'Arenberg — et de la duchesse de Montebello, la veuve de Lannes, dont Ferdinand demanda positivement la main. Au mois de septembre de la même année, le bruit court de son prochain mariage avec une princesse d'Autriche. Aussitôt, Napoléon recommande au prince de Neuchâtel « d'écrire à tous les commandants de corps d'armée en Espagne pour les prévenir que ce bruit est un enfant de l'oisiveté de Paris et un bavardage qui occupe les Parisiens ; qu'ils doivent rejeter avec indignation la seule idée d'un pas rétrograde ». Dans tous ces refus, les contemporains virent l'intention évidente de Napoléon de ne

Gabriel Vauthier.

jamais donner une femme à Ferdinand pour ne pas assurer par un mariage une postérité à la dynastie des Bourbons.

Enfin, le moment approche où la captivité va cesser. L'édifice de l'empire commence à craquer, et la France est menacée d'une invasion. Il est impossible de continuer la lutte en Espagne, et, le 12 novembre 1813, l'empereur annonce à Ferdinand qu'il va retourner en Espagne où sa présence est nécessaire. Voici la lettre qu'il lui écrivit :

« Mon cousin, les circonstances actuelles de la politique de mon empire me portent à désirer la fin des affaires d'Espagne. L'Angleterre y fomente l'anarchie, le jacobinisme et l'anéantissement de la monarchie et de la noblesse pour y établir une république. Je ne puis qu'être sensible à la destruction d'une nation si voisine de mes états et avec laquelle j'ai tant d'intérêts maritimes communs. Je désire donc ôter tout prétexte à l'influence anglaise et rétablir les liens d'amitié et de bon voisinage qui ont existé si longtemps entre les deux nations. J'envoie à Votre Altesse Royale sous un nom supposé M. le comte Laforêt. Elle peut ajouter foi à ce qu'il lui dira. Je désire que Votre Altesse soit persuadée des sentiments d'estime et d'attachement que j'ai pour elle. »

Le 8 décembre, est signé le traité secret de Valençay¹.

On hâte aussitôt les préparatifs de départ. On attend le duc de Santa-Croce ; Macanello, ancien secrétaire de Ferdinand, revient avec sa famille, « dont une très jolie demoiselle ». Don Raimon, moine espagnol en résidence à Blois, arrive comme aumônier. Le général Zayas part le 11 mars pour tout disposer en vue du voyage en Espagne et annoncer aux populations le retour de leur roi. Tout est sens dessus dessous au château. On va à Paris chercher chevaux et voitures. Les princes trouvent le temps de s'occuper de détails minimes : ils retiennent, pour les emmener avec eux, des musiciens

1. Ferdinand était solennellement reconnu par Napoléon comme roi d'Espagne et des Indes ; les Français rendaient toutes les places qu'ils occupaient dans la Péninsule, mais leur départ devait avoir lieu en même temps que celui des troupes anglaises. Les partisans de Joseph étaient maintenus dans leurs droits, honneurs et prérogatives ; une pension de trente millions de réaux était assurée au vieux roi Charles IV et à sa femme ; enfin un traité de commerce devait être préparé pour sauvegarder les intérêts commerciaux de la France et de l'Espagne.

Les princes espagnols à Valençay.

qui leur ont plu. Les Espagnols sont en grand nombre auprès d'eux : « Ils semblent annoncer la vengeance. » Ils emportent évidemment la haine de la France pour la retrouver et l'entretenir dans le cœur de leurs compatriotes.

« Les princes montrent une joie extraordinaire », écrit le préfet à la fin de janvier. S'en étonne-t-il ? Il n'est donc pas naturel que des prisonniers se réjouissent de recouvrer leur liberté ; le roi, de monter sur son trône, son frère et son oncle, de reprendre leur rang ? Ils s'en vont, Antonio, pour recevoir le vain titre d'amiral général d'Espagne et des Indes ; Carlos, pour s'élever un jour contre son frère, allumer la guerre civile, revenir en France comme exilé et aller finir ses jours à Trieste ; enfin, Ferdinand, pour inaugurer un règne qui marquera parmi les plus tristes et les plus tyranniques que mentionne l'histoire de la Péninsule.

Ils sont partis, après avoir couché à la préfecture de Châteauroux ; ils sont partis, et il y a quelqu'un qui, à son tour, recouvre sa liberté, c'est le préfet de l'Indre. Ces cinq années ont été pour lui une rude corvée. Rapports presque quotidiens et souvent fort longs, détails importants, minuties, vétilles, consignés pêle-mêle au jour le jour, responsabilité engagée quoi qu'il ne soit pas toujours auprès des princes, voyages fréquents à Valençay, l'esprit sans cesse sur le qui-vive, voilà ce que lui a imposé sa vie d'administrateur-geôlier. Aussi, n'est-on pas étonné, en parcourant son dossier, de le voir demander son changement sous prétexte de se rapprocher du Nord, ou, dans tous les cas, de l'avancement, et toujours en invoquant cette raison « que dans les sept dernières levées de conscription, le contingent du département de l'Inde a été le premier fourni et complété ». On lui refuse la Roër, les Deux-Nèthes, l'Ourthe, l'Oise, la Meurthe et la Côte-d'Or. Peut-être voulait-on garder à Châteauroux un surveillant dont on était satisfait, et, en 1814, les événements ne permirent-ils pas de le récompenser. Le 7 juillet 1814, le duc de San-Carlos, ministre des Affaires étrangères d'Espagne, écrivait en sa faveur au prince de Bénévent. Il invoquait « les témoignages de respect et d'attachement qu'il n'avait cessé de donner à la personne du roi son maître ; il sollicitait de Sa Majesté Très Chrétienne les grâces dont le rendaient digne sa bonne conduite